DIAL 3511

BOLIVIE - La Bible vient-elle remplacer la Pachamama ? Entretien avec Mario Rodríguez

Miriam Lang

jeudi 28 novembre 2019, mis en ligne par Dial

Les élections générales du dimanche 20 octobre, au cours desquelles Evo Morales est arrivé largement en tête – sans que l'on sache vraiment à l'heure actuelle s'il a obtenu ou non les 10% d'avance revendiqués qui l'auraient dispensé d'un second tour [1] –, ont marqué le début d'une série de bouleversements très importants et toujours en cours dans le pays, avec notamment l'annonce par le président de sa démission le 10 novembre et son départ pour le Mexique où il a obtenu l'asile politique. Cet entretien fournit déjà quelques éléments d'analyse pour mieux saisir les enjeux et les protagonistes des luttes en cours. Nous continuerons à rendre compte de l'évolution de la situation dans les numéros suivants.

Mario Rodriguez fait partie de l'équipe du centre culturel Wayna Tambo et de sa radio communautaire à El Alto. Il produit des émissions de télévision et de radio. Il est aussi membre du Réseau de la diversité, du réseau latino-américain Cultura Viva Comunitaria et du Groupe de travail permanent sur les alternatives au développement. Miriam Lang est professeure et chercheuse au sein du Département des études sociales et globales de la branche équatorienne de l'Université andine Simón Bolívar. Co-fondatrice du Groupe de travail permanent sur les alternatives au développement en 2011, elle accompagne depuis les années 1980 les processus et mouvements sociaux en Amérique latine.

En Bolivie, les événements se bousculent, modifiant chaque jour les rapports de forces et entraînant de nouvelles perspectives d'avenir incertaines pour le pays. Cet entretien a été réalisé lundi 11 novembre. Après cela, Evo Morales a dû s'exiler au Mexique et y a obtenu l'asile politique. Des groupes de droite et des éléments de la police attaquent les manifestants. L'opposition, qui lutte en partie pour l'extrême droite, ne peut pas former de gouvernement constitutionnel, car cela nécessiterait une session parlementaire régulière avec le quorum *requis, et le Mouvement vers le socialisme, parti d'Evo morales, a une majorité de deux tiers.*

Néanmoins, la sénatrice d'opposition Jeanine Añez s'est déclarée présidente. Entre-temps, la Bolivie voit de nouvelles mobilisations pour le retour d'Evo Morales et des chefs de l'opposition qui ont été déclarés indésirables par le peuple d'El Alto. Dans cet entretien, nous nous concentrons sur certaines dynamiques internes au pays. De nombreuses informations et procédures depuis les élections sont encore complètement obscures et contradictoires.

Mario, il y a deux interprétations principales qui circulent sur les événements récents en Bolivie : La première, qui est aussi la version officielle d'Evo Morales et Álvaro García Linera, prétend qu'il s'agit d'un coup d'état civico-policier. La seconde parle d'un triomphe de la démocratie sur une fraude électorale. Quels commentaires ces deux interprétations t'inspirent-elles ?

Pour comprendre ce qui se passe, il est important de revenir au référendum du 21 février 2016 sur la

possibilité pour Evo de se présenter à nouveau aux élections présidentielles de cette année, où une majorité de l'électorat lui a dit non, que son mandat actuel devait être le dernier. Puis le gouvernement a activé une série de mécanismes juridiques plutôt obscurs pour garantir sa candidature malgré le résultat de ce référendum, ce qui a déclenché ces dernières années une grande polémique concernant la légalité de cette candidature.

L'autre élément est que, bien que personne ne conteste qu'Evo Morales ait obtenu une majorité relative lors des élections d'octobre, il y a eu trop d'indications de manipulation du vote pour obtenir l'écart de plus de 10% nécessaires en Bolivie afin d'éviter un second tour, que le gouvernement craignait de perdre.

Se pourrait-il que déjà en 2016, il y ait eu manipulation du vote ?

Cette possibilité ne peut pas être complètement exclue, mais à l'époque, le Tribunal suprême électoral avait beaucoup plus d'indépendance, il y avait des gens qui défendaient cette théorie et qui ont démissionné de leurs postes depuis.

Ce sont donc là les deux principaux déclencheurs d'un mouvement social de résistance à la réélection d'Evo, qui a impliqué d'importantes parties de la population, avec une prédominance des classes moyennes dans les grandes villes du pays. Une partie de cette mobilisation a été provoquée par des gens indignés qui sortirent spontanément pour défendre leur vote et s'opposer à cet accrochement du gouvernement au pouvoir. Mais en même temps, nous avons été témoins d'une autre dynamique, qui a agi de manière très organisée au sein de ce scénario : la droite organisée s'est rattachée à ce mouvement spontané avec une stratégie planifiée, et avec très probablement des conseils de l'extérieur, par exemple du gouvernement des États-Unis.

Pendant toute la période qui a précédé les élections et jusqu'à trois jours avant celles-ci, des *cabildos* ont été organisés dans les villes par les comités civiques. Les comités civiques sont des organisations liées aux institutions des villes, généralement étroitement liées à la droite. Les *cabildos* sont traditionnellement des sortes d'assemblées publiques où chacun peut prendre la parole, délibérer sur une question et prendre des décisions collectives. Mais dans ce cas précis, les *cabildos* étaient très différents, ils avaient un ordre du jour avec des orateurs fixes, les gens qui y allaient ne pouvaient qu'acclamer et proclamer des résolutions préfabriquées. Les sept partis d'opposition y étaient présents, mais c'était une organisation appelée CONADE qui menait la danse – formée à cet effet, elle a repris le nom de Coordination nationale pour la défense de la démocratie, organisme qui a existé ici pendant la dictature militaire – avec aussi les plateformes « citoyennes » autour du mouvement « La Bolivie a dit Non » qui défendait les résultats du référendum de 2016. Dans ce panorama très divers, le poids le plus important était lié aux discours et aux grandes structures de droite, coexistant avec des secteurs de la gauche, des environnementalistes, etc.

Au sein de ces espaces, il y avait déjà une incitation à ne pas accepter l'éventuelle victoire d'Evo Morales lors des élections à venir. On y disait que nous vivons dans une dictature et que les élections étaient organisées par le « dictateur ».

Puis, après les élections, la voix la plus audible fut celle du candidat de l'opposition Carlos Mesa, qui a obtenu entre 36 et 37% des voix, qui a demandé un second tour. Après une semaine le leadership change, la figure du président du comité civique de Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, apparaît et l'on commence à demander l'annulation de l'élection et de nouvelles élections sans la participation d'Evo Morales. Les revendications se sont progressivement radicalisées, ils ont demandé ensuite la démission, puis maintenant l'arrestation et l'emprisonnement du président, du vice-président et de tout son cabinet.

Peux-tu nous en dire un peu plus sur Luis Fernando Camacho ?

Luis Fernando Camacho vient d'une famille d'hommes d'affaires de Santa Cruz. Il n'est pas le plus grand mais demeure assez important, avec des activités financières et agricoles. Il a été le leader de l'Union de la jeunesse de Santa Cruz (UJC), un groupe qui s'est distingué par ses actions violentes lors du conflit de la Media Luna en 2008/2009, lorsque les provinces des terres basses prétendaient se séparer du reste de la Bolivie. À l'époque, il était évident que l'UJC était d'extrême droite et avait des racines dans le

fascisme : ils utilisaient beaucoup par exemple le symbole de la croix gammée nazie et il y avait des actions communes avec la Phalange socialiste bolivienne. Cependant, plus tard, ils ont conclu des accords avec le gouvernement d'Evo Morales, comme les secteurs économiques de Santa Cruz et il y a eu un pacte temporaire qui vient d'être rompu. On dit que Luis Fernando Camacho est lié à une église évangélique très à droite qui s'est installée ici il y a environ trois ans. En tout cas, son discours est très marqué par le christianisme réactionnaire, il parle beaucoup du mandat de Dieu.

L'autre personnage qui ressort et qui s'est associé à Camacho est Marcos Pumari, d'une famille minière de Potosí qui vient des secteurs populaires en conflit avec le gouvernement de Evo depuis longtemps à cause d'un conflit sur les concessions minières. Pumari a joué un rôle important pour ce secteur radicalisé de l'opposition lui permettant d'affirmer qu'ils ne sont pas seulement de Santa Cruz et qu'il y a aussi des Indiens parmi eux.

Le 10 novembre, quand ces personnages arrivent à la porte du palais du gouvernement, ils déclarent publiquement qu'ils vont sortir la Pachamama de cet endroit pour que Jésus-Christ y revienne. Ils parviennent ensuite à entrer dans le palais, à placer la bible au centre du drapeau bolivien devant lequels ils s'agenouillent.

Pourquoi dit-on que ce sont eux qui vont former maintenant un gouvernement, s'ils n'ont même pas participé aux dernières élections ?

Camacho a en effet l'intention de former un gouvernement avec un militaire, un policier et un représentant des comités civiques. Ce serait là un coup d'État pur et dur. Sur le plan constitutionnel, le gouvernement transitoire devrait être formé par le chef du pouvoir législatif, mais les présidences des deux chambres ont donné leur démission durant la vague de démissions qui s'est produite dans le secteur officiel.

Quoi qu'il en soit, bien que Camacho tente de consolider et de s'appuyer sur cette image de « la citoyenneté célébrant la défense de la démocratie », il faudrait un minimum d'institutionnalité pour légaliser un gouvernement de transition – et cela ne peut se faire que par une décision de l'Assemblée législative. Les chefs des partis d'opposition soutiennent cette solution parce qu'elle redonnerait un rôle protagoniste aux partis politiques, qu'ils ont perdu à l'heure actuelle.

Ce qui est indéniable, c'est qu'un scénario de violence rurale et de chaos tel qu'il a commencé à se manifester de dimanche soir à lundi dans plusieurs villes, favoriserait l'option de Camacho d'un gouvernement civico-militaire pour « rétablir l'ordre ». Ce qui semble très incertain en ce moment, c'est si le gouvernement d'Evo Morales sera en mesure de reprendre l'initiative.

En 2006, lorsque Evo Morales prend ses fonctions, la Bolivie est le pays d'Amérique latine qui possède le plus haut niveau d'organisation sociale, avec des organisations indiennes mais aussi syndicales. Evo arrive après de fortes luttes contre le néolibéralisme et en faisant partie de ces structures organisationnelles. Que sont devenues ces organisations aujourd'hui ?

Beaucoup d'entre elles continuent d'exister en tant que structures et sont encore très massives. Toutefois, au cours de ces 13 années de gouvernement, les organisations proches du pouvoir sont devenues très dépendantes et au service du pouvoir exécutif. Elles sont profondément impliquées dans la distribution des bénéfices de l'État, elles ont perdu leur autonomie et avec elle leur capacité critique ainsi que leur pouvoir de mobilisation. Ces derniers jours, ces voix étaient nécessaires, mais bien que dans certains endroits il y ait eu de fortes mobilisations de soutien, par exemple de la part des cultivateurs de coca de Cochabamba, rien de concluant n'a pu être réalisé au niveau national comme à d'autres moments. Il est frappant de constater que de nombreuses personnes avec qui j'ai parlé ces derniers jours défendent le gouvernement d'Evo, mais elles ne se mobilisent pas, elles ne se sentent pas représentées dans la médiation si subordonnée de ces organisations.

Il y a ensuite un autre type d'organisation qui se concentre sur la résistance territoriale contre l'extractivisme ou contre les mégaprojets, avec une structure communautaire. Ces organisations ont été

plutôt dépassées par le conflit actuel ou, dans certains cas, leurs dirigeants se sont tournés depuis un certain temps déjà vers les partis d'opposition de droite, qui les utilisent davantage comme un élément folklorique indien.

La Bolivie a également été le pays qui a constitutionnalisé différents types de démocratie, au-delà de la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie communautaire. Elle a aussi mis à l'ordre du jour décolonisation et dépatriarcalisation au niveau continental. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Ces derniers jours, il y a eu beaucoup de symbolisme très réactionnaire et revanchiste. On a descendu des whipalas (drapeaux multicolores qui symbolisent la diversité des peuples, ce n'est le symbole d'aucun parti) normalement hissées à de nombreux bâtiments pour les brûler, se sont déchaînées des forces très racistes et seigneuriales qui avaient été en quelque sorte tenues en respect ces dernières années. Pendant les années du gouvernement d'Evo, tout le contenu de la plurinationalité, la diversité des modèles économiques par exemple, a été mis de côté et a perdu en importance. Il existait néanmoins un vice-ministère de la décolonisation et de la dépatriarcalisation, même si son budget était limité, et cela a permis par exemple d'introduire des éléments en ce sens dans la loi sur l'éducation. Aujourd'hui tout ce revanchisme de classe et de race contre cet autre, ou cette autre, indésirable est réactivé. Ce courant se bat pour un pays blanc, avec un discours anti-genre et anti-LGBTI comme cela s'est exprimé aussi durant la campagne du candidat d'origine coréenne, Chi Hyung Chung, arrivé troisième aux élections. Il parlait ainsi de la présence au gouvernement de satan, du péché et de l'idolâtrie à la Pachamama. Camacho et Pumari poursuivent ce discours.

Quant à la dépatriarcalisation, il faut dire que même pendant les années de gouvernement, l'exercice du patriarcat s'est intensifié. La Bolivie est aujourd'hui le pays où les taux de violence de genre et surtout de féminicides sont les plus élevés du continent. Aujourd'hui, les comités civiques contribuent à renforcer beaucoup cet imaginaire de l'homme blanc supérieur, y compris au niveau corporel. Ce qui se passe en ce moment en termes symboliques est terrible.

Face à cela, il existe une multitude de groupes et de collectifs moins hiérarchisés et structurés, au départ critiques à l'égard du gouvernement, mais qui se sont exprimés ces derniers jours pour défendre ces éléments centraux, fondateurs du processus de changement : plurinationalité, décolonisation, dépatriarcalisation, droits de la Pachamama. Ils déclarent : « Nous ne pouvons pas laisser tout cela mourir maintenant ». Alors que le MAS concentre son discours sur la démocratie libérale représentative et lde fait d'avoir gagné l'élection, ces groupes revendiquent les dimensions plus radicales et profondes de la démocratie.

Il faut souligner qu'une majorité relative de l'électorat a voté pour Evo, et beaucoup de gens qui étaient ici à El Alto hier le remerciaient pour la politique sociale de ces 15 années, ainsi que pour la grande stabilité économique atteinte en comparaison au reste de l'Amérique latine ; parce que les personnes indiennes ont enfin récupéré leur dignité, qu'elles ont pu porter sans honte la jupe traditionnelle durant ces années. Dans ces secteurs, on ne débat pas sur le fait que la base économique de cette politique sociale a été l'expansion de l'extractivisme.

On peut donc affirmer qu'aujourd'hui renaît d'une certaine manière cet agenda de transformation profonde, masqué pendant 13 ans par de nombreux discours et pratiques gouvernementales, et progressivement abandonné par les grandes organisations sociales proches du pouvoir. Même si, pour l'instant, son articulation peut procéder davantage par la résistance à cette forte attaque de la droite que par la construction d'alternatives proprement dites. Ce sera pour plus tard. Les événements des prochains jours détermineront probablement si ces forces sont à nouveau rendues invisibles par la centralité de la figure d'Evo comme victime de cette attaque de la droite et symbole du changement, ou si elles pourront s'affirmer avec une capacité d'action propre et plus articulée.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3511.
– Traduction de Rafael Tintaya Debroise, ponctuellement modifiée par DIAL.
– Texte original (espagnol) daté du 11 novembre 2019 : AlterInfos América latina, 28 novembre 2019.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir les « points de repère » du numéro d'octobre.